

Index AI : PRE01/611/2011  
08 December 2011

## **La Roumanie doit faire toute la lumière sur les prisons secrètes**

Les autorités roumaines doivent rouvrir l'enquête sur les centres de détention secrets gérés par l'Agence centrale du renseignement (CIA) sur son territoire, a déclaré Amnesty International jeudi 8 décembre après qu'un quotidien allemand a divulgué de nouveaux éléments de preuve sur les prisons secrètes.

Le *Süddeutsche Zeitung* a en effet publié le 8 décembre de nouveaux éléments convaincants selon lesquels la CIA a transféré et torturé des « terroristes présumés » dans des États européens, dont la Roumanie, au cours des années qui ont suivi les attentats terroristes du 11 septembre.

« Depuis plusieurs années, nous exhortons le gouvernement roumain à faire toute la lumière sur sa participation aux programmes de " restitution " et de détention secrète conduits par la CIA, a indiqué Nicola Duckworth, directrice du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

« Les autorités roumaines doivent désormais répondre des accusations selon lesquelles un centre de détention secrète était établi sur leur territoire et accueillait des détenus. Elles ne peuvent plus se contenter de simples dénégations. »

Le *Süddeutsche Zeitung* aurait reçu des informations émanant d'anciens agents de la CIA, selon lesquels la Roumaine, ainsi que la Pologne et la Lituanie, ont hébergé sur leur sol des centres de détention secrets.

Pas plus tard qu'au mois de novembre, le gouvernement roumain a refusé de rouvrir l'enquête sur les prisons secrètes. Il a affirmé qu'aucun élément de preuve ne venait corroborer les allégations quant à son implication dans le programme de « restitutions » mené par la CIA et quant à l'existence de centres de détention secrets sur le territoire roumain.

Pourtant, dès 2005, la Roumanie a été identifiée comme faisant partie des États qui auraient accueilli une prison secrète de la CIA.

Selon des informations publiées par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement européen, un centre de détention secret était établi en Roumanie.

Toutefois, une enquête interne secrète menée par le gouvernement roumain en 2007 a conclu que ces accusations étaient « infondées ».

« La Roumanie doit désormais diligenter une enquête indépendante, approfondie et efficace sur ces allégations. Trop d'informations relèvent aujourd'hui de la sphère publique pour qu'elle continue à faire barrage à la vérité. Le refus d'enquêter sur son rôle dans le programme de détention secrète de la CIA constitue une grave violation de ses engagements en termes de droits humains », a conclu Nicola Duckworth.